

**Art. 18.** Dans l'article 37 du même arrêté, il est inséré un § 3bis, rédigé comme suit :

"§ 3bis. Le candidat qui, en ce qui concerne l'examen sur la matière de la première, respectivement la deuxième année d'études de la série d'examens E, a satisfait aux dispositions du § 2, obtient une attestation partielle pour l'année d'études en question de l'orientation d'études nursing psychiatrique ou nursing hospitalier."

**Art. 19.** L'article 37, § 5, du même arrêté est complété comme suit :

"Cependant, pour les examens des séries D et E, renoncer à ou être absent à un examen, signifie automatiquement que le candidat n'a pas réussi."

**Art. 20.** Dans l'article 37, § 6, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 6 octobre 1994, les mots "(se rapportant au troisième degré)" sont insérés entre les mots "le diplôme d'enseignement secondaire" et les mots "les attestations partielles".

**Art. 21.** A l'article 37 du même arrêté, il est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

"§ 7. Afin d'obtenir le diplôme de nursing psychiatrique ou le diplôme de nursing hospitalier (et éventuellement le diplôme de l'enseignement secondaire, se rapportant au quatrième degré), les attestations partielles visées au § 3bis dispensent d'interrogation sur la matière de l'année d'études à laquelle l'attestation partielle se réfère, dans un délai de six ans au maximum, à compter de la date de délivrance de la première attestation partielle."

**Art. 22.** A l'article 37 du même arrêté, il est ajouté un § 8, rédigé comme suit :

"§ 8. Afin d'obtenir le diplôme de nursing psychiatrique, respectivement le diplôme de nursing hospitalier (et éventuellement le diplôme de l'enseignement secondaire, se rapportant au quatrième degré), le président est autorisé à fixer, par candidat individuel, le délai dans lequel le diplôme de nursing hospitalier, respectivement le diplôme de nursing psychiatrique (ou un certificat d'études équivalent), dont le candidat est déjà porteur, donnent lieu à une dispense d'interrogation sur la matière des deux premières années d'études."

**Art. 23.** A l'article 38 du même arrêté, le § 2 est abrogé.

**Art. 24.** A l'article 39 du même arrêté, les mots "ou son diplôme" sont remplacés par les mots ", son diplôme ou son attestation".

**Art. 25.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1996.

Bruxelles, le 17 juin 1996.

L. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE -- FRANSE GEMEENSCHAP

### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 96 -- 1833

[S - C - 29270]

#### 24 JUIN 1996. -- Décret portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. - Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, en activité de service ou en disponibilité par défaut d'emploi, visés par les lois du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

**Art. 2.** Le Gouvernement peut confier aux membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> une mission dont il fixe la durée et la nature.

Si la durée ou la nature de la mission n'est pas compatible avec l'exercice normal de la fonction principale exercée dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le Gouvernement peut accorder un congé pour mission conformément aux dispositions du chapitre II.

Toute mission confiée à un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi fait l'objet d'un congé accordé conformément aux dispositions du chapitre II.

**Art. 3.** Nonobstant le congé pour mission ou la mise en disponibilité pour mission spéciale dont il bénéficie, le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi reste soumis aux dispositions réglementaires relatives à la réaffectation, au rappel provisoire à l'activité, à la remise au travail et au rappel en service.

**Art. 4.** Au sens du présent décret, il faut entendre par traitement, subvention-traitement, traitement d'attente ou subvention-traitement d'attente à rembourser, le traitement, la subvention-traitement, le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente net(t)e augmenté(e) du précompte professionnel et des cotisations sociales à charge du travailleur et de l'employeur.

##### CHAPITRE II. - Des congés pour mission

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement peut accorder aux membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> un congé pour mission.

Ce congé peut être accordé si la mission s'accomplit de manière régulière et continue :

1<sup>o</sup> auprès des services, commissions, conseils et jurys du Gouvernement de la Communauté française, chargés de l'enseignement ou des centres psycho-médico-sociaux et auprès des cabinets ministériels de la Communauté française, ou

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. - N<sup>o</sup>s 81 - n<sup>o</sup> 1 : Projet de décret; n<sup>o</sup>s 2-9, 11 et 12 : Amendements ; n<sup>o</sup> 10 : Rapport Comptes rendus intégraux. - Discussion : séance du 21 mai 1996. - Adoption : séance du 18 juin 1996.

2° auprès d'une organisation représentative de pouvoirs organisateurs d'enseignement agréée par le Gouvernement de la Communauté française, ou

3° auprès d'une association de parents ou d'étudiants agréée par le Gouvernement de la Communauté française,

ou

4° dans les Ecoles internationales du SHAPE, ou

5° dans le cadre d'un programme spécifique à vocation pédagogique ou en relation directe avec l'enseignement décidé par le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française.

Ce congé peut être accordé pour la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes sauf si la mission est exercée au sein d'un cabinet ministériel, ou si le congé est octroyé à un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi.

Il est rémunéré ou subventionné et assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. Le nombre global et le nombre par affectation de congés pour mission, accordés en vertu du § 1<sup>er</sup>, 1° à 3° et 5° sont fixés par le Gouvernement.

Ces nombres sont exprimés en charges complètes.

Le nombre global ne peut être supérieur à 300.

§ 3. Les congés pour mission accordés en vertu d'autres dispositions législatives que le présent décret sont imputés sur les nombres fixés en vertu du § 2.

§ 4. Un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif pour un nombre d'heures ou de périodes inférieur à celui requis pour la fonction à prestations complètes mais supérieur à une demi-charge peut obtenir un congé pour mission.

Le congé pour mission visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> intervient pour une unité dans le calcul des nombres visés au § 2, s'il porte sur la totalité de la charge faisant l'objet de la nomination ou de l'engagement à titre définitif.

§ 5. Le traitement ou la subvention-traitement des membres du personnel bénéficiant d'un congé pour mission accordé en vertu du § 1<sup>er</sup> est à charge de la Communauté française.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement peut accorder aux membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> un congé pour mission exercée de manière régulière et continue et qui ne s'effectue pas auprès ou dans le cadre des affectations visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, pour autant que la mission :

1° ait trait à l'enseignement ou à la guidance psycho-médico-sociale

ou

2° s'exerce au sein du cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat de l'Etat fédéral, dans le cabinet du ministre-président ou d'un ministre d'une Région, d'une Communauté autre que la Communauté française, dans le cabinet d'un secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale ou dans le cabinet d'un membre du Collège de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune, ou

3° s'exerce auprès d'un groupe politique reconnu de la Chambre des représentants, du Sénat ou des Conseils ou Assemblées des Communautés ou des Régions, ou

4° s'exerce au sein du cabinet du Roi, ou

5° s'exerce dans le cadre et aux conditions de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse des membres du personnel enseignant et de ses arrêtés d'exécution, ou

6° s'exerce auprès d'une organisation d'éducation permanente agréée sur base du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général, aux organisations de promotion socio-culturelles des travailleurs ou auprès d'un organisme agréé sur base du décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée.

Ce congé peut être accordé pour la moitié du nombre d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes dans les cas visés au 1° sauf si le congé est octroyé à un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 2. Le congé pour mission accordé en vertu du § 1<sup>er</sup> est rémunéré ou subventionné et assimilé à une période d'activité de service.

Toutefois, le traitement ou la subvention-traitement augmenté(e) de toutes les indemnités et allocations alloué(e) aux membres du personnel est récupéré(e) trimestriellement par la Communauté française auprès de l'organisme, du cabinet ou du groupe politique auprès duquel la mission est exercée.

Une redevance correspondant à un pourcentage du traitement ou de la subvention-traitement sera en outre due à la Communauté française.

Le Gouvernement fixe ce pourcentage qui doit être compris entre 2 p.c. et 10 p.c.

Le traitement ou la subvention-traitement augmenté(e) de toutes les indemnités et allocations ainsi que de la redevance doit être remboursé(e) à la Communauté française dans les six semaines à dater de l'envoi de la déclaration de créance.

A défaut de paiement dans le délai visé à l'alinéa 5, la Communauté française adresse par voie recommandée une mise en demeure au débiteur.

L'absence de remboursement des sommes réclamées dans un délai de 15 jours à dater de la mise en demeure emporte de plein droit la cessation du congé pour mission.

§ 3. Si à la date d'envoi de la déclaration de créance, une subvention destinée à couvrir des dépenses de personnel est due par la Communauté française au débiteur des sommes exigées en vertu du § 2, alinéas 2 et 3, le délai visé à l'alinéa 5 du même paragraphe, ne commence à courir qu'à partir du paiement de ladite subvention.

§ 4. Le nombre global et le nombre par affectation de congés pour mission accordés en vertu du § 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, sont fixés par le Gouvernement.

Ces nombres sont exprimés en charges complètes.

Le nombre global ne peut être supérieur à 350. Il peut être augmenté par le Gouvernement, à concurrence d'un maximum de 20 p.c.

§ 5. Les congés pour mission accordés en vertu d'autres dispositions législatives que le présent décret sont imputés sur les nombres fixés en vertu du § 4.

§ 6. Un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif pour un nombre d'heures ou de périodes inférieur à celui requis pour la fonction à prestations complètes mais supérieur à une demi-charge peut obtenir un congé pour mission.

Le congé pour mission visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, intervient pour une unité dans le calcul des nombres visés au § 4, s'il porte sur la totalité de la charge faisant l'objet de la nomination ou de l'engagement à titre définitif.

**Art. 7.** Les congés pour mission accordés aux membres du personnel remplacés par des agents contractuels subventionnés ne soit pas compris dans le nombre global visé aux articles 5, § 2, et 6, § 4. Leur nombre par réseau ne peut être supérieur à un pourcentage du nombre d'agents contractuels subventionnés accordé au réseau.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé annuellement par le Gouvernement.

**Art. 8.** Par dérogation aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, et 6, § 1<sup>er</sup>, les congés pour mission accordés aux formateurs chargés de la formation en cours de carrière organisée par le décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire, peuvent porter sur un nombre d'heures inférieur à celui requis pour la fonction à prestations complètes sans pouvoir être inférieur à un cinquième de ce nombre requis.

**Art. 9.** Les congés visés aux articles 5 et 6 sont accordés pour une période de deux ans maximum, renouvelable par périodes de deux ans maximum.

Les congés pour mission prestés au sein du cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou au sein d'une organisation de jeunesse ne sont pas visés par l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement peut mettre fin au congé pour mission avant l'expiration du terme, à la demande du membre du personnel, de son pouvoir organisateur ou de l'institution auprès de laquelle il exerce sa mission.

**Art. 10.** Les congés accordés en vertu des articles 5 et 6 sont soumis à l'autorisation préalable des pouvoirs organisateurs lorsqu'ils concernent des membres du personnel de l'enseignement subventionné.

**Art. 11.** L'emploi dont est titulaire le membre du personnel en congé pour mission devient vacant lorsque la durée de ce congé est de 6 années consécutives.

Toutefois, si un nouveau congé pour mission est accordé au membre du personnel sans qu'il n'ait repris l'exercice effectif de ses fonctions pendant une année scolaire au moins, la durée de ce nouveau congé est cumulée avec celle du congé pour mission précédent.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel en congé pour mission auprès d'une école internationale du SHAPE devient vacant lorsque la durée de ce congé est de deux années consécutives.

Pour le calcul des 6 années consécutives visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est également pris en compte, tout congé, autre que le congé politique, de maternité, pour activité syndicale, pour activité dans un cabinet ministériel, pour maladie ou infirmité ou pour interruption de la carrière professionnelle, qui précède ou suit le congé pour mission sauf si entre les deux congés le membre du personnel a repris l'exercice effectif de ses fonctions pour une année scolaire au moins.

Les congés pour mission accordés avant la date d'entrée en vigueur du présent décret tombent sous l'application des alinéas 1<sup>er</sup> à 4.

Les dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> à 4 ne s'appliquent pas :

1<sup>o</sup> aux congés pour mission exercée au sein du (des) cabinet(s) ministériel(s) chargé(s) de l'enseignement ou des centres psycho-médico-sociaux;

2<sup>o</sup> aux congés pour mission accordés en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>;

3<sup>o</sup> aux membres du personnel mis en congé pour mission par le Gouvernement, sur la base de l'article 5, à concurrence du nombre reconnu indispensable à l'organisation interne de l'enseignement organisé ou subventionné de la Communauté française, par arrêté délibéré par le Gouvernement;

4<sup>o</sup> aux membres du personnel mis en congé pour mission par le Gouvernement et affectés au secrétariat des Conseils supérieurs lorsque des dispositions légales, décrets ou réglementaires y prévoient un ou plusieurs membres du personnel mis en congé pour exercer cette mission;

5<sup>o</sup> aux membres du personnel affectés au Conseil de l'Education et de la Formation et dans les centres de dayplacement et de plein air;

6<sup>o</sup> aux membres du personnel administratif, de maîtrise, gens de métier et de service.

**Art. 12.** Lors de sa reprise d'activité, le membre du personnel en congé pour mission soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, retrouve au sein de son établissement un emploi correspondant à la fonction pour laquelle il a été nommé si cet emploi est vacant et non occupé par un temporaire prioritaire.

Le membre du personnel en congé pour mission, soumis au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, au décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 11, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel en congé pour mission visé par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux ou par l'arrêté royal du 27 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 11, par un membre du personnel, admis au stage, nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel en congé pour mission soumis à la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 11, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

**Art. 13.** Le membre du personnel qui a été remplacé, conformément à l'article 12, est placé en disponibilité par défaut d'emploi le lendemain du jour où son congé pour mission prend fin.

**Art. 14.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, le membre du personnel en disponibilité pur maladie qui a été reconnu par l'Office médico-social de l'Etat inapte à exercer une fonction d'enseignement ou de guidance psycho-médico-sociale mais apte à exercer une fonction administrative peut solliciter un congé pour mission.

Le congé pour mission accordé au membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas imputé sur les nombres fixés en vertu des articles 5, § 2, et 6, § 4.

**Art. 15.** Le Gouvernement peut décider de soumettre au régime horaire et des vacances annuelles des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, le membre du personnel à qui est accordé un congé pour mission.

**Art. 16.** Des frais de séjour et de déplacement déterminés selon des modalités fixées par le Gouvernement, peuvent être accordés aux bénéficiaires d'un congé pour mission.

Le Gouvernement règle la fixation du siège administratif des agents en congé pour mission.

**Art. 17.** Les congés pour mission dont la durée ne dépasse pas un mois n'entrent pas dans les quotas visés à l'article 5, § 2, et 6, § 4.

Pour le calcul du mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont pris en compte tous les congés pour mission et (ou) disponibilités pour mission spéciale d'une durée inférieure à un mois accordés au membre du personnel au cours d'une même année scolaire.

### CHAPITRE III. - Des mises en disponibilité pour mission spéciale

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut accorder aux membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, une mise en disponibilité pour mission spéciale pour accomplir des missions au profit du Gouvernement fédéral, d'un Gouvernement de Communauté ou de Région, d'un Gouvernement étranger, d'un organisme international, d'une école européenne, d'une administration publique belge ou étrangère, d'un établissement scientifique ou artistique, d'une institution de recherche scientifique ou d'une institution privée.

§ 2. Le nombre de mises en disponibilité accordées en vertu du § 1<sup>er</sup> est fixé par le Gouvernement.

Ce nombre ne peut être supérieur à 150 et est exprimé en charges complètes.

§ 3. Un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif pour un nombre d'heures ou de périodes inférieur à celui requis pour la fonction à prestations complètes mais supérieur à une demi-charge peut obtenir une disponibilité pour mission spéciale.

La disponibilité pour mission spéciale visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> intervient pour une unité dans le calcul du nombre visé au § 2, si elle porte sur la totalité de la charge faisant l'objet de la nomination ou de l'engagement à titre définitif.

**Art. 19.** Les mises en disponibilité visées à l'article 18 sont accordées pour une période de deux ans maximum, renouvelable par périodes de deux ans maximum.

Le Gouvernement peut mettre fin à la disponibilité pour mission spéciale, avant l'expiration du terme, à la demande du membre du personnel, de son pouvoir organisateur ou de l'institution auprès de laquelle il exerce sa mission.

**Art. 20.** Les mises en disponibilité pour mission spéciale sont soumises à l'autorisation préalable des pouvoirs organisateurs lorsqu'elles concernent des membres du personnel de l'enseignement subventionné.

**Art. 21.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, le membre du personnel en disponibilité pour maladie qui a été reconnu par l'Office médico-social de l'Etat inapte à exercer une fonction d'enseignement ou de guidance psycho-médico-sociale mais apte à exercer une fonction administrative peut solliciter une mise en disponibilité pour mission spéciale.

La mise en disponibilité accordée au membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas imputée sur le nombre fixé en vertu de l'article 18, § 2.

**Art. 22.** Le membre du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale ne bénéficie pas d'un traitement d'attente ou d'une subvention-traitement d'attente sauf si le Gouvernement, l'organisme, l'administration, l'établissement ou l'institution visé(e) à l'article 18, § 1<sup>er</sup> et au profit duquel (de laquelle) la mission est exercée, rembourse trimestriellement ce traitement d'attente ou cette subvention-traitement d'attente augmenté(e) de toutes les allocations et indemnités éventuelles.

Une redevance correspondant à un pourcentage du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente est en outre due à la Communauté française.

Le Gouvernement fixe ce pourcentage qui doit être compris entre 2 p.c. et 10 p.c.

Le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente augmenté(e) de toutes les allocations et indemnités éventuelles ainsi que de la redevance doit être remboursé(e) à la Communauté française dans les six semaines à dater de l'envoi de la déclaration de créance.

A défaut de paiement dans le délai visé à l'alinéa 4, la Communauté française adresse par voie recommandée une mise en demeure au débiteur.

L'absence de remboursement des sommes réclamées dans un délai de 15 jours à dater de la mise en demeure emporte de plein droit la cessation de la mise en disponibilité pour mission spéciale.

Si, à la date d'envoi de la déclaration de créance, une subvention destinée à couvrir des dépenses de personnel est due par la Communauté française au débiteur des sommes exigées en vertu des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le délai visé à l'alinéa 4 ne commence à courir qu'à partir du paiement de ladite subvention.

**Art. 23.** La durée de la disponibilité pour mission spéciale avec jouissance d'un traitement d'attente ou d'une subvention-traitement d'attente, ne peut dépasser en une ou plusieurs périodes, la durée des services admissibles pour le calcul de la pension de retraite du membre du personnel intéressé. Cette disposition n'est pas applicable aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale exercée auprès d'une école européenne ou d'une université étrangère.

Pour le calcul de la durée des services admissibles précités, ne sont pas pris en considération :

1° le service militaire que le membre du personnel a accompli avant son admission dans les administrations fédérales, communautaires, régionales, dans l'enseignement ou dans les centres psycho-médico-sociaux;

2° les périodes de mises en disponibilité quelle que soit la nature de ces mises en disponibilité.

**Art. 24.** Le membre du personnel en disponibilité pour mission spéciale conserve ses titres à l'avancement de traitement.

Le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente est soumis(e) au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

Le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente est égal(e) au traitement ou à la subvention-traitement dont le membre du personnel aurait bénéficié s'il était resté en service.

Art. 25. Par dérogation à l'article 22, le membre du personnel mis en disponibilité pour exercer une mission spéciale auprès d'une école européenne conserve un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente qui équivaut à son traitement ou à sa subvention-traitement augmenté(e) des allocations éventuellement dues sans qu'il y ait lieu à remboursement.

Art. 26. Le membre du personnel de la Communauté française en disponibilité pour mission spéciale est tenu de notifier à son chef d'établissement ou supérieur hiérarchique un domicile dans le Royaume où peuvent lui être signifiées les décisions qui le concernent.

Le membre du personnel subventionné procède à la notification prévue à l'alinéa premier auprès de son pouvoir organisateur.

Art. 27. L'emploi dont est titulaire le membre du personnel en disponibilité pour mission spéciale devient vacant lorsque la durée de cette disponibilité est de deux années consécutives.

Si une nouvelle disponibilité pour mission spéciale est accordée au membre du personnel sans qu'il n'ait repris l'exercice effectif de ses fonctions, pendant une année scolaire au moins, la durée de cette nouvelle disponibilité est cumulée avec celle de la disponibilité pour mission spéciale précédente.

Pour le calcul des deux années consécutives visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est également pris en compte, tout congé autre que le congé politique, de maternité, pour activité syndicale, pour activité dans un cabinet ministériel, pour maladie ou infirmité ou pour interruption de carrière, qui suit ou précède la disponibilité pour mission spéciale sauf si entre le congé et la disponibilité, le membre du personnel a repris l'exercice effectif de ses fonctions pour une année scolaire au moins.

Pour le calcul des deux années consécutives visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont également exclus les congés pour mission énumérés à l'article 11, alinéa 6.

Les disponibilités pour mission spéciale accordées avant la date d'entrée en vigueur du présent décret tombent sous l'application des alinéas 1<sup>er</sup> à 4.

Art. 28. Lors de sa reprise d'activité, le membre du personnel en disponibilité pour mission spéciale soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, retrouve au sein de son établissement un emploi correspondant à la fonction pour laquelle il a été nommé si cet emploi est vacant et non occupé par un temporaire prioritaire.

Le membre du personnel en disponibilité pour mission spéciale, soumis au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, au décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné, retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 27, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel en disponibilité pour mission spéciale visé par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux ou par l'arrêté royal du 27 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 27, par un membre du personnel, admis au stage, nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel en disponibilité pour mission spéciale soumis à la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 27, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

Art. 29. Le membre du personnel qui a été remplacé conformément à l'article 28, est placé en disponibilité par défaut d'emploi le lendemain du jour où sa disponibilité pour mission spéciale prend fin.

Art. 30. Les disponibilités pour mission spéciale dont la durée ne dépasse pas un mois n'entrent pas dans les quotas visés à l'article 18, § 2.

Pour le calcul du mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont pris en compte tous les congés pour mission et (ou) disponibilités pour mission spéciale d'une durée inférieure à un mois accordés au membre du personnel au cours d'une même année scolaire.

#### CHAPITRE IV. - Disposition abrogatoire

Art. 31. Sont abrogés :

1<sup>o</sup> L'arrêté royal n<sup>o</sup> 299 du 31 mars 1984 visant à limiter le nombre de congés pour mission et de mise en disponibilité avec maintien du traitement ou avec traitement d'attente accordés aux membres du personnel de l'enseignement de l'Etat des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 471 du 24 octobre 1986;

2<sup>o</sup> L'arrêté royal n<sup>o</sup> 471 du 24 octobre 1986 visant à limiter le nombre de congés pour mission ou de mises en disponibilité pour mission accordés aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, modifié par le décret du Conseil de la Communauté française du 26 juin 1992;

3<sup>o</sup> Dans l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat :

a) l'article 3, alinéa 3, g);

b) l'article 7, c);

4<sup>o</sup> Le Chapitre VII de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995;

5° Dans l'arrêté royal du 21 octobre 1968 pris en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat :

- a) le chapitre III;
- b) à l'article 17 alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou pour mission spéciale »;

6° Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements :

- a) l'article 160, alinéa 3, g), j), k), l), introduits par l'arrêté royal du 16 février 1983;
- b) l'article 164, c);
- c) l'article 165, § 2, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> août 1984;

7° Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat :

- a) l'article 40, alinéa 2, g);
- b) l'article 45, b);
- c) l'article 46, § 2, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> août 1984;

8° Dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements :

- a) le chapitre VII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995;
- b) le chapitre X, modifié par les arrêtés royaux des 27 mars 1985 et 20 décembre 1988 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993;
- c) le chapitre XI, modifié par l'arrêté royal du 27 mars 1985 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993;
- d) le chapitre XII, modifié par l'arrêté royal du 27 mars 1985 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993;
- e) à l'article 43bis, introduit par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 :

1. à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel, ou » et « ou pour faire partie du cabinet du Roi, ou pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu de la Chambre des représentants ou du Sénat »;

2. l'alinéa 2, 2°, 3° et 4°, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994;

3. à l'alinéa 3, les mots « pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel, ou » et « ou pour faire partie du cabinet du Roi, ou pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu de la Chambre des représentants ou du Sénat »;

4. l'alinéa 4, 1°, 6°, 7°, 8°, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994;

9° Dans l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements :

a) le chapitre III, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 mai 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 1994;

b) à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 1994, les mots « ou pour mission spéciale »;

c) à l'article 18, la dernière phrase;

10° Dans l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat :

- a) le chapitre II;
- b) à l'article 12, remplacé par l'arrêté royal du 14 novembre 1978 :

1. à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou pour mission spéciale »;

2. l'alinéa 2;

11° Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial :

- a) l'article 169, § 1<sup>er</sup>, 8°, 10°, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1985, 14°;
- b) l'article 169, § 2;
- c) l'article 174, c);
- d) à l'article 177, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou pour mission spéciale »;

e) l'article 177, alinéa 2;

f) l'article 188;

g) l'article 189;

12° Dans l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection :

a) le chapitre VIII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995;

b) chapitre X, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1985 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991;

c) le chapitre XI;

d) le chapitre XIII, inséré par l'arrêté royal du 21 octobre 1985;

13° L'arrêté royal du 16 décembre 1981 concernant le congé des membres du personnel de l'enseignement subventionné, afin de leur permettre d'exercer une fonction dans un cabinet ministériel, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995;

14° L'arrêté royal du 13 septembre 1983 concernant le congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement et la disponibilité pour mission spéciale des membres du personnel de l'enseignement subventionné est abrogé en ce qu'il concerne les congés pour mission dans l'intérêt de l'enseignement;

15° L'arrêté royal du 21 octobre 1985 relatif au congé pour mission et à la disponibilité pour mission spéciale des membres du personnel subventionnés des centres psycho-médico-sociaux subventionnés;

16° L'article 3, § 2, alinéa 4, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 juin 1989 régissant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire, inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1991.

#### CHAPITRE V. - Dispositions transitoires et finales

Art. 32. Les congés pour mission accordés aux membres du personnel affectés au sein des services des transports scolaires de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale, en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont maintenus.

Les congés visés à l'alinéa 1° peuvent être renouvelés.

Aucun nouveau congé pour mission et aucun remplacement en cas de fin de congé pour mission ne sont autorisés.

Art. 33. Les congés pour mission et les disponibilités pour mission spéciale en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret, accordé(s) sans obligation de remboursement du traitement ou de la subvention-traitement majoré(e) des indemnités, allocations et redevance, prennent fin de plein droit si les organismes ou institutions concerné(s) n'ont pas exprimé par écrit leur décision de procéder à ce remboursement dans un délai de trois mois calculé à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Si le remboursement est décidé, il devra être effectué à partir du troisième mois visé à l'alinéa premier. A défaut, les congés pour mission et les disponibilités pour mission spéciale prendront fin le 1<sup>er</sup> jour qui suit le troisième mois.

Art. 34. La situation des agents en congé pour mission ou en disponibilité pour mission spéciale à la date d'entrée en vigueur du présent décret sera revue afin de la mettre en concordance avec ses dispositions.

Art. 35. Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1996 à l'exception de l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAP

N. 06 — 1833

[S - C - 29270]

**24 JUNI 1996. — Decreet houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. - *Algemeenheden*

**Artikel 1.** Dit decreet geldt voor de vastbenoemde of geworven personeelsleden, in actieve dienst of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, bedoeld in de wetten van 22 juni 1964 betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs, 1 april 1960 betreffende de PMS-centra, 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs.

**Art. 2.** De Regering kan de in art. 1 bedoelde personeelsleden een opdracht verlenen waarvan ze duur en aard bepaalt.

Als de duur of de aard van de opdracht niet verenigbaar is met de normale uitoefening van het hoofdambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, kan de Regering verlof wegens opdracht verlenen overeenkomstig hoofdstuk II.

Elke opdracht, toegewezen aan een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid, is het voorwerp van een overeenkomstig hoofdstuk II verleend verlof.

**Art. 3.** Het personeelslid, met verlof wegens opdracht of ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht, blijft, als hij ter beschikking gesteld was wegens ontstentenis van betrekking, onderworpen aan de reglementsbepalingen inzake reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst, wedertewerkstelling en terugroeping in dienst.

**Art. 4.** In dit decreet verstaat men onder terug te betalen wedde, weddetoelage, wachtwedde of wachtweddetoelage de netto wedde, weddetoelage, wachtwedde of wachtweddetoelage, verhoogd met de bedrijfsvoorheffing en de sociale bijdragen ten laste van werknemer en werkgever.

HOOFDSTUK II. - *Verlof wegens opdracht*

**Art. 5. § 1.** De Regering kan de in art. 1 bedoelde personeelsleden verlof wegens opdracht toekennen als de opdracht regelmatig en doorlopend vervuld wordt :

1° bij diensten, commissies, examencommissies en raden van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met onderwijs, of PMS-centra en bij de kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschap, of

2° bij een representatieve organisatie van inrichtende machten van het onderwijs, erkend door de Regering van de Franse Gemeenschap, of

3° bij een door de Regering van de Franse Gemeenschap erkende ouder- of studentenvereniging, of

4° in de internationale scholen van SHAPE, of

5° in het kader van een specifiek programma met pedagogische inslag of in technisch verband met het onderwijs, bepaald door de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap.

Dit verlof kan toegekend worden voor de helft van het aantal uren of lestijden, vereist voor het voltijds ambt, behalve als de opdracht in een kabinet vervuld wordt of als het personeelslid ter beschikking gesteld was wegens ontstentenis van betrekking.

Het wordt bezoldigd of gesubsidieerd en wordt gelijkgesteld met actieve dienst.

§ 2. Het totaal aantal verloven wegens opdracht en het aantal verloven met opdracht, per bestemming, toegekend krachtens § 1, 1° tot 3°, worden door de Regering vastgesteld en uitgedrukt in volledige opdrachten.

Het totaal aantal mag 500 niet te boven gaan.

§ 3. Verloven met opdracht, toegekend krachtens andere wetteksten dan dit decreet, worden aangerekend op de krachtens § 2 bepaalde getallen.

§ 4. Het personeelslid, vast benoemd of geworven voor minder uren of lestijden dan nodig voor een voltijds ambt, maar voor meer dan een halve opdracht, kan verlof zonder wedde bekomen. Dit verlof telt voor één eenheid bij de berekening van de in § 2 bedoelde aantallen zo het betrekking heeft op de volledige opdracht waarvoor het personeelslid vast benoemd of geworven is.

§ 5. De wedde of weddetoelage van personeelsleden met verlof wegens opdracht krachtens § 1, komt ten laste van de Franse Gemeenschap.

**Art. 6. § 1.** De Regering kan de in art. 1 bedoelde personeelsleden verlof toekennen voor een opdracht die regelmatig en doorlopend wordt uitgeoefend, buiten het kader van de opdracht bedoeld in art. 5, § 1, 1° tot 6°, mits die opdracht :

1° betrekking heeft op het onderwijs of de PMS-begeleiding, of uitgeoefend wordt :

2° in het kabinet van een minister of staatssecretaris van de federale Staat, van de ministervoorzitter of van een minister van een Gewest, een andere Gemeenschap dan de Franse Gemeenschap, van een Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van een lid van het college van de Franse, Vlaamse of gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, of

3° bij een erkende politieke fractie van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat of de Raden of Assembles van de Gemeenschappen of Gewesten, of

(1) *Zitting 1995-1996.*

Documenten van de Raad. - Nr. 81 - nr. 1 : ontwerp van decreet; nrs. 2-9, 11 en 12 : Amendementen : nr. 10 : Verslag.

*Integraal verslag.* - Bespreking en aanneming : vergadering van 18 juni 1996.



4° in het kabinet van de Koning, of

5° in het kader van en volgens de voorwaarden van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van de jeugdorganisaties voor leerkrachten, en van de uitvoeringsbesluiten, of

6° bij een organisatie voor permanente opvoeding, erkend op grond van het decreet van 8 april 1976 houdende de voorwaarden voor erkenning en subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen of voor sociaal-culturele promotie van de werknemers, of van een instelling erkend op grond van het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en subsidiëring van instellingen voor sociaal-professionele inschakeling of voor voortgezette beroepsopleiding.

Dat verlof kan toegekend worden voor de helft van het aantal uren of lestijden, vereist voor een voltijds ambt in de sub 1° bedoelde gevallen behalve als het toegekend wordt aan een wegens onttentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid.

§ 2. Het krachtens § 1 toegekende verlof wegens opdracht wordt bezoldigd of gesubsidieerd en met dienstactiviteit gelijkgesteld.

De wedde(toelage), verhoogd met de aan het personeel toegekende vergoedingen en toelagen, wordt om de 3 maanden door de Franse Gemeenschap teruggevorderd van de organisatie, het kabinet of de fractie waar de opdracht uitgeoefend wordt.

Bovendien is een retributie, gelijk aan een percentage van de wedde(toelage), aan de Franse Gemeenschap verschuldigd. De Regering bepaalt dat percentage, begrepen tussen 2 en 10 %.

De wedde(toelage), verhoogd met de vergoedingen en toelagen en met de retributie aan de Franse Gemeenschap, wordt aan deze terugbetaald binnen de 6 weken na de verzending van de schuldvordering.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zendt de Franse Gemeenschap, bij aangetekend schrijven, een aanmaning aan de schuldenaar.

De niet-terugbetaling van de opgevraagde bedragen binnen 14 dagen na de aanneming maakt ambtshalve een einde aan het verlof wegens opdracht.

§ 3. Als op de datum van verzending van de schuldvordering een toelage voor personeelsuitgaven door de Franse Gemeenschap verschuldigd is aan de schuldenaar van de krachtens § 2, 2e en 3e lid, verschuldigde bedragen, vangt de in § 2, 5e lid bedoelde termijn pas aan op de datum van betaling van die toelagen.

§ 4. De Regering bepaalt het totaal aantal en het aantal, per bestemming, van de verloven wegens opdracht toekend krachtens § 1, 1° tot 6°.

Die aantallen zijn uitgedrukt in volledige opdrachten.

Het totaal aantal mag niet hoger zijn dan 350. De Regering kan het met ten hoogste 20 % verhogen.

§ 5. Verloven met opdracht krachtens andere wetsbepalingen dan dit decreet worden aangerekend op in de krachtens § 4 bepaalde aantallen.

§ 6. Een personeelslid, vast benoemd of geworven voor minder uren of lestijden dan vereist voor een voltijds ambt, maar voor meer dan een halve opdracht, kan verlof wegens opdracht bekomen. Het in het 1e lid bedoelde verlof wegens opdracht geldt voor één eenheid bij de berekening van de in § 4 bedoelde aantallen als het betrekking heeft op de volledige opdracht waarvoor de vaste benoeming of opdracht geldt.

Art. 7. De verloven wegens opdracht voor personeelsleden, vervangen door gesubsidieerde contractuelen, zijn niet begrepen in het totaal aantal bedoeld in de art. 5, § 2, en 6, § 4. Het aantal per net mag niet hoger zijn dan een door de Regering bepaald percentage van het aantal gesubsidieerde contractuelen, aan het net toegekend.

Art. 8. In afwijking van de art. 5, § 1, 6, § 1 kunnen de verloven wegens opdracht, toegekend aan de opleiders, belast met de opleiding tijdens de loopbaan krachtens het decreet van 16 juli 1993 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van het gewoon secundair onderwijs, betrekking hebben op minder uren dan vereist is voor een voltijds ambt, maar niet voor minder dan 1/5 van het vereiste aantal.

Art. 9. De in de art. 5 en 6 bedoelde verloven gelden voor ten hoogste 2 jaar en mogen verlengd worden, telkens voor ten hoogste 2 jaar.

Dit geldt niet voor verloven wegens opdracht in het kabinet van een minister of staatssecretaris of in een jeugdorganisatie.

De Regering kan voortijdig een einde maken aan het verlof wegens opdracht, op verzoek van het personeelslid, zijn inrichtende macht of de instelling waar hij zijn opdracht vervult.

Art. 10. Voor verlof met opdracht krachtens de art. 5 en 6 is de voorafgaande instemming van de inrichtende machten vereist voor personeel van het gesubsidieerd onderwijs.

Art. 11. De betrekking van een personeelslid dat met verlof is wegens opdracht, wordt vacant wanneer het verlof 6 opeenvolgende jaren duurt.

Als het personeelslid verlof wegens opdracht bekomt zonder dat het zijn ambt opgenomen heeft voor ten minste één schooljaar, dan wordt dat nieuw verlof samengeteld met het vorige.

In afwijking van het 1e lid wordt de betrekking van een personeelslid, met opdracht bij een internationale school van SHAPE, vacant wanneer diens verlof 2 opeenvolgende jaren duurt.

Voor de berekening van de in het 1e lid bedoelde 6 opeenvolgende jaren komt ook in aanmerking elk verlof, buiten het politiek verlof, het moederschapsverlof, het syndicaal verlof, het verlof voor een activiteit in een ministerieel kabinet, voor ziekte of invaliditeit of wegens onderbreking van de beroepsloopbaan, dat het verlof wegens opdracht voorafgaat of erop volgt, tenzij het personeelslid tussen de twee verloven in werkelijk zijn ambt opgenomen heeft voor ten minste één schooljaar.

Voor verloven wegens opdracht, toegekend vóór de inwerkingstreding van dit decreet, gelden de leden 1 tot 4. Deze gelden niet voor :

1° verlof wegens opdracht in een ministerieel kabinet belast met onderwijs of in een PMS-centrum;

2° verlof wegens opdracht krachtens art. 6, § 1, 2° tot 4°;

3° de personeelsleden aan wie de Regering verlof wegens opdracht toegekend heeft op grond van art. 5, tot beeloop van het aantal dat bij door de Regering overlegd besluit onmisbaar verklaard is voor de interne organisatie van het onderwijs dat de Franse Gemeenschap inricht of subsidiëert;

4° de personeelsleden aan wie de Regering verlof wegens opdracht toegekend heeft bij het secretariaat van de hoge raden, wanneer een wet, decreet of reglement bepaalt dat een of meer personeelsleden verlof krijgen om die opdracht te vervullen;

5° de personeelslede aangesteld bij de raad voor onderwijs en vorming en bij de openluchtcentra;

6° de leden van het administratief, meesters-, vak- en diensteponeel.

**Art. 12.** Wanneer hij zijn activiteit hervat, vindt het personeelslid met verlof wegens opdracht, onderworpen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor basisonderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van die inrichtingen afhangen en van de inspectiedienst belast met het toezicht op die inrichtingen, in zijn inrichting een betrekking die overeenstemt met het ambt waarvoor het benoemd werd als die betrekking vacant is en niet door een prioritaair tijdelijke bekleed wordt.

Het personeelslid met verlof wegens opdracht, onderworpen aan de decreten 6 juni 1994 en 1 februari 1993 houdende het statuut van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van het gesubsidieerd personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs neemt zijn betrekking weer op als hij niet vervangen werd voor zijn dienstherhvatting (art. 11) door een vastbenoemd of vast geworven personeelslid.

Het personeelslid met verlof wegens opdracht, bedoeld in de wet van 1 april 1960 betreffende de PMS-centra of het KB van 27 oktober 1971 houdende het statuut van de leerkrachten en inspecteurs godsdienst, neemt zijn betrekking weer op als hij voor zijn dienstherhvatting niet vervangen werd (art. 11) door een stagadoend of vast personeelslid.

Het personeelslid met verlof wegens opdracht, onderworpen aan de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, neemt zijn betrekking weer op als hij voor zijn dienstherhvatting niet vervangen werd (art. 11) door een vast personeelslid.

**Art. 13.** Het overeenkomstig art. 12 vervangen personeelslid wordt daags na de datum waarop zijn verlof wegens opdracht een einde neemt, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

**Art. 14.** In afwijking van art. 1 kan het personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ziekte, voor wie de medisch-sociale rijksdienst bevestigt dat hij geen onderwijsopdracht of geen begeleidingsopdracht in een PMS-centrum kan uitoefenen, maar die geschikt is voor een administratieve functie, verlof wegens opdracht aanvragen.

Dat verlof wordt niet aangerekend op de krachters de art. 5, § 2 en 6, § 4 bepaalde aantallen.

**Art. 15.** De Regering kan beslissen, de uurregeling en de vakantieregeling van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap toepasselijk te maken op het personeelslid dat verlof wegens opdracht bekomt.

**Art. 16.** Reis- en verblijfkosten, waarvan het bedrag bepaald wordt door de Regering, kunnen vergoed worden voor de personeelsleden met verlof wegens opdracht.

De Regering regelt de vaststelling van de administratieve standplaats van die personeelsleden.

**Art. 17.** Verlof wegens opdracht waarvan de duur één maand niet te boven gaat, valt buiten de quota's bedoeld in de art. 5, § 2 en 6 § 4.

Voor de berekening van de maand bedoeld in het 1e lid komen alle verloven wegens opdracht en terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht in aanmerking waarvan de duur minder dan één maand bedraagt en die in één schooljaar toegekend werden aan het personeelslid.

### HOOFSTUK III. - Terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht

**Art. 18. § 1.** De Regering kan aan de in art. 1 bedoelde personeelsleden een terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht toekennen voor opdrachten voor de federale Regering, de Regering van een Gemeenschap of Gewest, een buitenlandse Regering, een internationale instelling, een Europese school, een Belgisch of buitenlands openbaar bestuur, een wetenschappelijke of kunstinstelling, een instelling voor wetenschappelijk onderzoek of een privé-instelling.

§ 2. Het aantal van die terbeschikkingstellingen wordt door de Regering bepaald. Het mag niet hoger zijn dan 150 en wordt in volledige opdrachten uitgedrukt.

§ 3. Een personeelslid, vast benoemd of geworven, voor minder uren of lestijden dan vereist voor een ambt met volledige prestaties, maar voor meer dan een halve opdracht, kan die terbeschikkingstelling bekomen.

Ze geldt voor één eenheid in de berekening van het in § 2 bedoelde aantal als ze de volledige opdracht betreft waarvoor de betrokkene vast benoemd of geworven is.

**Art. 19.** De in art. 18 bedoelde terbeschikkingstellingen worden toegekend voor ten hoogste 2 jaar en zijn vernieuwbaar voor perioden van ten hoogste 2 jaar.

De Regering kan aan de terbeschikkingstelling voortijdig een einde maken op verzoek van het personeelslid, zijn inrichtende macht of de instelling waar hij zijn opdracht vervult.

**Art. 20.** Terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht hangen af van de voorafgaande toelating van de inrichtende machten wanneer het gaat om personeel van het gesubsidieerd onderwijs.

**Art. 21.** In afwijking van art. 1 kan een personeelslid met terbeschikkingstelling wegens ziekte waarvan de medische-sociale rijksdienst vastgesteld heeft dat hij ongeschikt is om een ambt uit te oefenen in het onderwijs of voor PMS-begeleiding, maar geschikt is voor een administratieve functie, een terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht aanvragen.

Die terbeschikkingstelling wordt niet aangerekend op het aantal bepaald krachtens art. 18, § 2.

**Art. 22.** Het personeelslid, ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht, geniet geen wachtwedde(toelage) behalve als de Regering, de instelling, het bestuur of de inrichting bedoeld in art. 18, § 1, ten bate waarvan de opdracht vervuld wordt, driemaandelijks dat wachtgeld, verhoogd met alle vergoedingen en toelagen, terugbetaalt.

Een retributie overeenstemmend met een percentag van het wachtgeld, is bovendien aan de Franse Gemeenschap verschuldigd.

De Regering bepaalt dat percentage, begrepen tussen 2 en 10 %.

Het wachtgeld, verhoogd met alle vergoedingen en toelagen en met de retributie, moet terugbetaald worden aan de Franse Gemeenschap binnen 6 weken na het verzenden van de schuldvordering.

Bij niet-betaling van de gevorderde bedragen binnen 15 dagen na de aanmaning komt er ambtshalve een einde aan de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht.

Als bij het verzenden van de schuldvordering, de Gemeenschap nog een toelage voor personeelskosten verschuldigd is aan de schuldenaar van de bedragen, gevorderd krachtens het 1e en het 2e lid, gaat de in het 4e lid bedoelde termijn pas in bij de betaling van die toelagen.

**Art. 23.** De duur van de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht, met wachtgeld, mag in eenmaal of meermaals de duur van de voor het rustpensioen van de betrokkene in aanmerking komende diensten niet te boven gaan. Dat geldt niet voor personeelsleden ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht in een Europese school of een buitenlandse universiteit.

Voor de berekening van de duur van bedoelde diensten komen niet in aanmerking :

- 1° de legerdienst die het personeelslid volbracht voor zijn opnemings in een federaal, gemeenschaps- of gewestbestuur, in het onderwijs of in de PMS-centra;
- 2° de perioden van terbeschikkingstelling, van welke aard ook.

**Art. 24.** Een personeelslid ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht behoudt zijn recht op weddeverhoging.

Voor het wachtgeld geldt de mobiliteitsregeling voor de bezoldiging van het personeel in actieve dienst.

Het wachtgeld is gelijk aan de wedde(toelage) die het personeelslid in actieve dienst zou genieten hebben.

**Art. 25.** In afwijking van art. 22 behoudt het personeelslid, ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht bij een Europese school een wachtgeld dat gelijk is aan zijn wedde(toelage) verhoogd met eventuele toelagen, zonder dat terugbetaling vereist is.

**Art. 26.** Een personeelslid van de Franse Gemeenschap, ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht, moet zijn inrichtingshoofd of hiërarchische meerdere een woonplaats in het Rijk meedelen waar de hem betreffende beslissingen hem kunnen meegedeeld worden.

Het gesubsidieerd personeelslid deelt zulks mee aan zijn inrichtende macht.

**Art. 27.** De betrekking waarvan een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht, titularis is, valt open wanneer die terbeschikkingstelling 2 opeenvolgende jaren duurt.

Als hij een nieuwe terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht krijgt zonder diensthervatting gedurende ten minste een schooljaar, dan wordt de duur van die nieuwe terbeschikkingstelling samengesteld met die van de vorige.

Voor de berekening van de 2 opeenvolgende jaren (1e lid) komt ook in aanmerking elk verlof, behalve politiek verlof, moederschapsverlof, verlof wegens vakbondsactiviteit, in een ministerieel kabinet, wegens ziekte of gebrekigheid dat de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht voorafgaat of volgt, behalve als, tussen het verlof en de terbeschikkingstelling, het personeelslid zijn functie werkelijk hervat heeft voor ten minste één schooljaar.

Voor de berekening van die 2 opeenvolgende jaren komen de verloven wegens opdracht, opgesomd in art. 11, 6e lid, evenmin in aanmerking.

Terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht, toegekend vóór de inwerkingtreding van dit decreet, vallen onder de toepassing van de leden 1 tot 4.

**Art. 28.** Bij zijn diensthervatting neemt het personeelslid, ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht en onderworpen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van het personeel van het rijks-onderwijs, in zijn inrichting een betrekking op overeenstemmend met het ambt waarvoor hij benoemd werd als die betrekking openstaat en niet door een prioritair tijdelijke bezet is.

Het personeelslid ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht en onderworpen aan het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs of aan het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van het vrij gesubsidieerd onderwijs, neemt zijn betrekking weer op als hij voor zijn diensthervatting niet vervangen werd (art. 27) door een vast personeelslid.

Een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht en bedoeld in de wet van 1 april 1960 op de PMS-centra of in het koninklijk besluit van 27 oktober 1971 houdende het statuut van de leerkrachten en inspecteurs godsdienst in het rijks-onderwijs, neemt zijn betrekking weer op als hij voor zijn diensthervatting niet vervangen werd (art. 27) door een stagedoend of vast personeelslid. Een personeelslid ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht en bedoeld in de wet van 7 juni 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, neemt zijn betrekking weer op als hij voor zijn diensthervatting niet vervangen werd (art. 27) door een vast personeelslid.

**Art. 29.** Het personeelslid, vervangen overeenkomstig art. 28, wordt ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht daags na de datum van het einde van zijn terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht.

**Art. 30.** Terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht, waarvan de duur één maand niet te boven gaat, vallen buiten de quota's bedoeld in art. 18, § 2.

Voor de berekening van die maand houdt men rekening met alle verlofperioden wegens opdracht en terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht waarvan de duur minder dan één maand bedraagt en die in één schooljaar aan het personeelslid toegekend werden.

#### HOOFSTUK IV. - Opheffingsbepaling

**Art. 31.** Opgeheven worden :

1° koninklijk besluit nr. 299 d.d. 31 maart 1984 tot beperking van het aantal verlofperioden wegens opdracht en terbeschikkingstelling met behoud van wedde of met wachtgeld, toegekend aan het personeel van het rijks-onderwijs en de rijks-PMS-centra, gewijzigd bij koninklijk besluit 471 van 24 oktober 1986;

2° koninklijk besluit 471 d.d. 24 oktober 1986 tot beperking van het aantal verlofperioden wegens opdracht of terbeschikkingstellingen wegens opdracht, toegekend aan het personeel van het onderwijs en de PMS-centra, gewijzigd bij decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 26 juni 1992;

3° in het koninklijk besluit van 28 februari 1967 tot vaststelling van de administratieve standen van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen :

a) art. 3, 3e lid, g;

b) art. 7, c;

4° Hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen bij toepassing van art. 3 van voormeld koninklijk besluit van 28 februari 1967, gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 mei 1995;

5° In het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 genomen bij toepassing van art. 7 van voormeld koninklijk besluit van 28 februari 1967 :

a) hoofdstuk II;

b) in art. 17, 1e lid de woorden « of wegens bijzondere opdracht »;

- 6° In voormeld statutair besluit van 22 maart 1969 :  
art. 160, 3e lid, *g, j, k, l*, ingevoegd bij koninklijk besluit van 1 augustus 1984;
- 7° in het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende het statuut van de leerkrachten en inspecteurs godsdienst in het rijksonderwijs :  
a) art. 40, 2e lid, *g*;  
b) art. 45, *b*;  
c) art. 46, § 2, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 augustus 1984;
- 8° In het koninklijk besluit van 15 januari 1984 genomen bij toepassing van art. 160 van voormeld statutair koninklijk besluit van 22 maart 1969 :  
a) hoofdstuk VII gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 mei 1995;  
b) hoofdstuk X, gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 maart 1985 en 20 december 1988 en bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 10 juni 1993;  
c) hoofdstuk XI, gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 maart 1985 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 10 juni 1993;  
d) hoofdstuk XII, gewijzigd bij K.B. van 27 maart 1985 en bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 10 juni 1993;  
e) in art. 43bis ingevoegd bij voormeld besluit van 10 juni 1993 :  
1. in het 1e lid : « om een ambt uit te oefenen in een ministerieel kabinet of » en « om deel uit te maken van het kabinet van de Koning of voor een activiteit bij een erkende politieke fractie van Kamer of Senaat »;  
2. het 2e lid, 2°, 3° en 4°, gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 4 juli 1994;  
3. in het 3e lid : « om een ambt uit te oefenen in een ministerieel kabinet of » en « om deel uit te maken van het kabinet van de Koning of voor een activiteit bij een erkende politieke fractie van Kamer of Senaat »;  
4. het 4e lid, 1°, 6°, 7° en 8°, gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 4 juli 1994;  
9° in het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen bij toepassing van art. 164 van voormeld statutair besluit van 22 maart 1969 :  
a) hoofdstuk III gewijzigd bij het besluit van de Executieve d.d. 5 mei 1993 en bij dat van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 17 januari 1994;  
b) in art. 15, 1e lid, gewijzigd bij voormeld besluit van 17 januari 1994 « of wegens bijzondere opdracht »;  
c) in art. 18, de laatste zin;
- 10° in het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen bij toepassing van art. 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende het statuut van de leerkrachten en inspecteurs godsdienst in het rijksonderwijs :  
a) hoofdstuk II;  
b) in art. 12 vervangen bij koninklijk besluit van 14 november 1978 :  
1. in het 1e lid « of wegens bijzondere opdracht »;  
2. het 2e lid;
- 11° in het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de PMS-centra, het vormingscentrum en de inspectiediensten :  
a) art. 169, § 1, 8°, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 oktober 1985, 14°;  
b) art. 169, § 2;  
c) art. 174, *c*;  
d) in art. 177, 1e lid : « of wegens bijzondere opdracht »;  
e) art. 177, 2e lid;  
f) art. 188;  
g) art. 198;
- 12° in het koninklijk besluit van 19 mei 1981 houdende vakantie- en verlofregeling van stagedoende of vaste personeelsleden van PMS-centra, vormingscentrum en inspectiediensten :  
a) hoofdstuk VIII, gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 mei 1995;  
b) hoofdstuk X, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 oktober 1985 en bij besluit van de Executieve d.d. 24 oktober 1991;  
c) hoofdstuk XI;  
d) hoofdstuk XII, ingevoegd bij koninklijk besluit van 21 oktober 1985;
- 13° het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende het verlof van personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs om een ambt uit te oefenen in een ministerieel kabinet, gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 mei 1995;
- 14° het koninklijk besluit van 13 september 1983 betreffende het verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs en de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht van personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs, wordt opgeheven wat betreft de verlopen wegens opdracht in het belang van het onderwijs;
- 15° Het koninklijk besluit van 21 oktober 1985 betreffende het verlof wegens opdracht en de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht van gesubsidieerde personeelsleden van de gesubsidieerde PMS-centra;
- 16° art. 3, § 2, 4e lid van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 30 juni 1989 betreffende organisatie en werking van de commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften voor secundair onderwijs, ingevoegd bij besluit van de Executieve d.d. 11 maart 1991.

#### HOOFDSTUK V. - *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 32. Verloven met opdracht toegekend aan personeelsleden van de diensten voor leerlingenvervoer van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die aan de gang zijn bij de inwerkingsreiding van dit besluit, blijven behouden.

Die verloven zijn vernieuwbaar.

Geen nieuw verlof wegens opdracht en geen vervanging op het einde van het verlof wegens opdracht zijn nog toegelaten.

**Art. 33.** Verloven wegens opdracht en terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht die nog lopen bij de inwerkingtreding van dit decreet en die toegekend werden zonder verplichting tot terugbetaling van de wedde-(toelage), verhoogd met de vergoedingen, toelagen en retributie, nemen van ambtswege een einde als de betrokken instellingen niet schriftelijk hun beslissing te kennen gegeven hebben om die terugbetaling te verrichten, binnen 3 maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet.

Als tot betaling besloten is, dan moet die gebeuren vanaf de 3e maand bedoeld in het 1e lid. Zoniet nemen de verloven wegens opdracht en de terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht een einde op de 1e dag na de 3e maand.

**Art. 34.** De toestand van personeelsleden met verlof wegens opdracht of terbeschikkingstelling wegens opdracht bij de inwerkingtreding van dit decreet zal herzien worden en in overeenstemming gebracht worden met de bepalingen van dit decreet.

**Art. 35.** Dit decreet treedt in werking op 1 juni 1996 behalve art. 1e lid, dat op 1.1.1989 uitwerking heeft. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Gegeven te Brussel, 24 juni 1996.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

---

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 96 — 1834

[S - C - 2921600]

**28 MAI 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification des dispositions relatives à la pratique du sport cycliste dans le respect des impératifs de santé**

Vu le décret du 5 juin 1985 relatif à la participation des jeunes de moins de 21 ans à l'entraînement et aux compétitions cyclistes sur ou en dehors de la voie publique, modifié par le décret du 31 mars 1994;

Vu l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 1984 et 10 avril 1995, notamment les articles 12 et 13ter;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1970 fixant les règles en vue de prévenir les accidents dus à l'état de santé éventuellement déficient des coureurs cyclistes mineurs d'âge tel que modifié par l'arrêté royal du 22 février 1972, notamment les articles 1er, 2, 3, 4, 5 et 7;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 juillet 1985 fixant les modalités et les conditions de l'entraînement des jeunes cyclistes de 12 à 15 ans, sur ou en dehors de la voie publique, notamment l'article 6;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 14 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de prendre les dispositions qui suivent au plus tôt, afin qu'elles puissent entrer en vigueur dès la saison cycliste qui débute le 1er mars 1996 et être portées en temps utile à la connaissance des intéressés;

Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant la Promotion de la Santé dans ses attributions, et du Ministre ayant le Sport dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 avril 1996,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1er. L'alinéa 1er de l'article 12 de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 et les arrêtés du Gouvernement des 13 juin 1984 et 10 avril 1995 est abrogé.

§ 2. Dans le deuxième alinéa du même article, les mots "dix-huit et" sont remplacés par les mots "quinze à".

**Art. 2.** L'alinéa 1er de l'article 13ter du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Un jeune qui participe à une course doit être en possession d'un carnet de compétition cycliste dont le modèle est arrêté par le Ministre qui a l'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive dans ses attributions, accompagné de l'autorisation visée à l'article 10, § 2, du présent arrêté".

**Art. 3.** L'article 1er de l'arrêté royal du 3 avril 1970 fixant les règles en vue de prévenir les accidents dus à l'état de santé éventuellement déficient des coureurs cyclistes mineurs d'âge tel que modifié par l'arrêté royal du 22 février 1972 est abrogé.